

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 MARS 1922.

Projet de loi

portant ratification de la Convention monétaire additionnelle
du 9 décembre 1921.

EXPOSE DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Convention monétaire de 1885 a établi entre les pays formant l'Union latine une circulation internationale de monnaies d'or et d'argent, battues à des poids et à des titres identiques. A cette époque et jusqu'en 1914 les différences entre les changes étant minimales, l'équilibre se maintenait sans peine et la répartition des monnaies de l'Union s'opérait d'elle-même d'après les besoins du commerce.

La guerre a rompu violemment cet équilibre.

Le change de la Suisse s'est élevé, en 1920, en moyenne, à fr. 2.31, tandis que le prix du métal argent subissait pendant la même année une chute profonde.

Les conséquences étaient inévitables : la valeur intrinsèque du franc argent ayant diminué et sa valeur conventionnelle étant en Suisse au moins le double de ce qu'elle était dans les autres contrées de l'Union, les monnaies d'argent de ces contrées ont afflué vers le territoire helvétique et s'y sont accumulées malgré les mesures prises pour en enrayer l'invasion. Le Gouvernement suisse était, en effet, amené à interdire l'importation des écus étrangers (ainsi que des monnaies divisionnaires belges, les seules qui ne fussent pas nationalisées), à leur refuser le droit de circulation et même à en opérer le retrait. Les quantités de ces espèces qu'il détient dans ses caisses sont donc sans emploi et constituent pour lui un poids mort. Elles représentent une valeur nominale de 231,985,000 francs.

Des délégués des États intéressés se sont réunis en conférence à Paris. Ils ont recherché les moyens de porter remède à la situation sans toutefois que le pacte monétaire de 1885 fût dénoncé, c'est-à-dire sans que chacun des États de l'Union fût tenu de reprendre et de rembourser la totalité de ses espèces : les clauses de liquidation que prévoyait ce pacte eussent été désastreuses dans les conjonctures actuelles, et il importait de leur substituer un régime occasionnel mieux approprié aux circonstances.

La Convention soumise à la ratification des Chambres législatives est le fruit de ces recherches. Elle limite à 166 millions de francs le montant des écus belges, français et italiens à rapatrier. Elle reporte cette opération à une période de cinq années qui ne prendra cours que 15 janvier 1927, un léger intérêt étant servi à la Suisse à partir du 15 janvier 1925. Enfin, elle détermine avec modération pour chaque pays le montant à rembourser obligatoirement en or, c'est-à-dire de la manière la plus onéreuse; le surplus pouvant l'être soit en or, soit en pièces d'argent de 5 francs à l'empreinte suisse, soit en traites payables dans cet État avec les mêmes monnaies ou avec des billets de banque y ayant cours légal. Tout progrès dans le sens du nivellement des changes accompli dans ce délai profitera donc aux États débiteurs.

En dehors des quantités à rapatrier, la Suisse restera en possession de 65,985,000 francs d'écus de l'Union autres que les siens propres. Elle est autorisée à en employer la majeure partie, soit pour 65,730,000 francs à être refondue et frappée à ses empreintes. A cet effet, le contingent d'écus à ses armes admis en vertu des conventions précédentes est porté à 80 millions de francs.

En ce qui concerne spécialement la Belgique :

1^o Des monnaies divisionnaires belges détenues par la Suisse et se montant à 6,495,000 francs devront être échangées contre des pièces d'argent de 5 francs de l'Union.

Ces nouveaux écus ajoutés à ceux existant pour une somme de 28,915,900 fr. porteront à 35,410,000 francs le montant des écus belges devant faire l'objet de cette Convention.

2^o Sur cette somme, une quantité de 29,410,000 francs pourra être refondue et transformée en écus suisses. Le restant, soit 6 millions de francs, devra être rapatrié.

3^o Mais, sur ces 6 millions, nous ne sommes tenus d'en rembourser obligatoirement en or que 2 millions, les 4 millions restant pouvant être remboursés au choix en or, écus suisses, traites ou billets de banque, comme il a été dit ci-dessus.]

Une disposition particulière permet à la Suisse de négocier à tout moment, comme métal, tout ou partie des écus qui font l'objet de la Convention; mais elle est subordonnée à ce que les États intéressés soient dûment prévenus de cette intention et elle leur réserve le droit de rapatrier ces écus, en les remboursant.

Enfin, la Convention nouvelle abolit l'obligation pour la Belgique de démonétiser des écus de 5 francs à concurrence des bénéfices résultant des émissions de monnaies divisionnaires en métal inférieur faites pour sa

Colonie La limitation de ces frappes à 12 millions de francs n'est pas reproduite : le nouvel accord se réfère à ce sujet aux contingents déterminés en 1908 pour les monnaies divisionnaires d'argent.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ET LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

Ayant pris en considération la situation créée en Suisse par l'afflux des écus des États signataires de l'Union Monétaire Latine et des monnaies divisionnaires belges, et voulant permettre à la Belgique de pourvoir aux besoins monétaires de sa Colonie du Congo, ont résolu de conclure à cet effet une Convention additionnelle à la Convention du 6 novembre 1885, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

MM. LIEBAERT, Ministre d'État,
LE CRELLE, Commissaire des Monnaies,
ROMBOUTS, Administrateur, Directeur général honoraire de la Trésorerie.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

MM. ARNAUNE, Membre de l'Institut, Conseiller-Maître à la Cour des Comptes,
PARMENTIER, Directeur du Mouvement Général des Fonds,
DE MOUY, Sous-Directeur du Mouvement Général des Fonds,
BOUVIER, Directeur de l'Administration des Monnaies et Médailles,
PEAN, Sous-Directeur des Affaires administratives et des Unions internationales au Ministère des Affaires Étrangères.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES,

M. ATHENOGENES, Délégué hellénique à la Commission des Réparations.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

M. CONTI ROSSINI, Directeur Général du Trésor.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE.

MM. DUNANT, Ministre de Suisse à Paris.
Léopold DUBOIS, Président du Conseil d'Administration de la Société de Banque Suisse.
MEYER, Membre du Conseil National suisse.
BACHMANN, Membre de la Direction Générale de la Banque Nationale Suisse.
RYFFEL, Chef du Service du Département fédéral des Finances.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1.

Par dérogation temporaire aux dispositions de la Convention Monétaire du 6 novembre 1885, la mise hors cours par la Suisse des écus belges, français, grecs et italiens et des monnaies divisionnaires belges est ratifiée et maintenue jusqu'à nouvel accord.

ART. 2.

Par dérogation aux dispositions de la Convention Monétaire du 6 novembre 1885, et des arrangements annexes à cette Convention, il sera disposé dans les conditions déterminées aux articles ci-après, du stock de monnaies d'argent de l'Union Latine actuellement détenues par la Suisse et dont la consistance est la suivante :

Écus belges : 28,915,000 francs,
auxquels s'ajouteront : 6,495,000 francs d'écus de l'Union à remettre par la Belgique en échange d'une somme égale de monnaies divisionnaires belges.

Écus français	130,255,000 francs.
Écus grecs	915,000 —
Écus italiens	65,405,000 —

ART. 3.

A partir du 15 janvier 1927, il sera procédé au rapatriement de Suisse des écus à l'empreinte de la Belgique, de la France et de l'Italie, pour les quantités ci-après déterminées :

Belgique :	6 millions de francs.
France :	130 millions de francs.
Italie :	30 millions de francs.

Ce rapatriement aura lieu par fractions égales échelonnées de trois mois en trois mois dans un délai maximum de cinq ans.

ART. 4.

Le remboursement des écus rapatriés conformément aux stipulations de l'article précédent sera fractionné en paiements égaux échelonnés de trois mois en trois mois, de telle sorte que le compte soit soldé dans un délai maximum de cinq ans à partir du 15 janvier 1927.

Il s'effectuera obligatoirement en or à concurrence de 2 millions de francs pour la Belgique, 20 millions de francs pour la France et 6 millions six cent soixante mille francs pour l'Italie, et pour le surplus, soit en or, soit en pièces d'argent de cinq francs frappées à l'empreinte de la Suisse, soit en traites payables dans cet État avec les mêmes monnaies ou avec des billets de banque y ayant cours légal.

Les paiements à acquitter obligatoirement en or seront répartis par fractions⁵ égales entre toutes les échéances trimestrielles.

Les frais de transport seront réglés conformément aux dispositions de l'article 5 de l'Arrangement du 6 novembre 1885.

ART. 5.

A partir du 15 janvier 1925, les États Contractants s'engagent à payer à la Suisse, sur le montant du stock d'écus de l'Union Latine demeurant à rapatrier à chaque échéance, un intérêt qui est fixé à 1 p. c. l'an, jusqu'au 15 janvier 1929, et de 1 1/2 p. c. l'an du 15 janvier 1929 au 15 janvier 1932.

Ces intérêts seront arrêtés et payés par trimestre en or ou en pièces d'argent de cinq francs frappées à l'empreinte de la Suisse ou en traites payables dans cet État soit avec les mêmes monnaies, soit en billets de banque y ayant cours légal.

ART. 6.

La Belgique, la France et l'Italie se réservent le droit de rapatrier de Suisse et de rembourser à tout moment, à vue, aux conditions stipulées dans l'article 4 tout ou partie du stock déterminé à l'article 3.

Au cas où avant l'expiration de la première année qui suivra la signature de la présente Convention, l'un des États contractants effectuerait en or ou en écus suisses le remboursement du tiers des écus à sa charge, la Suisse lui fera remise de l'ensemble des intérêts dus aux termes de l'article 5.

ART. 7.

La Suisse se réserve le droit de négocier à tout moment, comme métal argent, tout ou partie des écus à l'empreinte des autres États contractants qui font l'objet de la présente Convention. Toutefois, elle devra, si elle veut faire usage de la faculté qui lui est ainsi laissée, en donner notification à l'État intéressé qui pourra toujours faire connaître, dans un délai de quinze jours, son intention de procéder au rapatriement des écus que la Suisse se propose de négocier et à leur remboursement à vue dans les conditions de l'article 4. Elle sera dans ce cas dessaisie, jusqu'à due concurrence, du droit qui lui est concédé par l'article 3.

ART. 8.

La Suisse est autorisée à frapper des pièces de 5 francs à son empreinte pour une valeur de 80 millions de francs, étant entendu que le montant des écus suisses déjà frappés sera imputé sur cette somme. Elle pourra faire usage à cet effet de monnaies des États contractants à concurrence de :

écus belges ou écus remis par la Belgique en

échange de monnaies divisionnaires belges	. 29,410,000 francs.
écus grecs	915,000 »
écus italiens	35,405,000 »

ART. 9.

En considération de la reprise et du remboursement par la Belgique, la France et l'Italie des pièces d'argent de 5 francs à leurs empreintes retirées de la circulation en Suisse, la Suisse renonce, pendant la durée de la présente Convention, pour le cas de liquidation de l'Union Monétaire, au bénéfice de l'article 14 de la Convention du 6 novembre 1885.

ART. 10.

L'article 13 de la Convention additionnelle du 25 mars 1920 est remplacé par la disposition suivante :

Le Gouvernement belge est autorisé par dérogation temporaire à la Convention du 6 novembre 1885, à frapper, pour les besoins de la Colonie du Congo, des monnaies spéciales de métal inférieur auxquelles seront attribuées les valeurs nominales des pièces de 2 francs, 1 franc et 0 fr. 50.

Ces monnaies ne seront pas reçues par les caisses publiques de la Belgique et des autres États de l'Union.

Les quantités émises seront imputées sur les contingents de monnaies divisionnaires d'argent attribuées à la Belgique par la Convention monétaire additionnelle du 4 novembre 1908.

ART. 11.

La présente Convention additionnelle sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra, et, au plus tard, le 15 avril 1922.

Elle entrera en vigueur cinq jours francs après l'échange des dites ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement.

Fait à Paris, le 9 décembre 1921, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Étrangères de la République Française, et dont une copie, certifiée conforme, sera remise à chaque Puissance Contractante.

JUL. LIEBAERT,
CH. LE GRELLE,
ROMBOUTS.

A. ARNAUNE,
J. PARMENTIER,
DE MOUY,
C. BOUVIER,
R. PEAN.

DUNANT,
Léopold DUBOIS,
Dr S. MEYER,
Dr G. BACHMANN,
RYFFEL.

Jean ATHENOGENES,
CONTI ROSSINI.

Copie certifiée conforme,

*Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,*

(S.) DE FOUQUIÈRE.

(ANNEXE AU N° 146)

(BIJLAGE VAN N° 146.)

PROJET DE LOI

portant ratification de la convention
monétaire additionnelle du 9 dé-
cembre 1921.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der aanvullende Munt-
overeenkomst van 9 December 1921.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances et de
Notre Ministre des Affaires Etrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre
des Finances et Notre Ministre des
Affaires Etrangères présenteront en
Notre nom aux Chambres législatives
le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvée la Convention moné-
taire additionnelle conclue à Paris, le
9 décembre 1921, entre la Belgique,
la France, la Grèce, l'Italie et la
Suisse.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 1922.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Le Ministre des Affaires Etrangères,

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën, en
van Onzen Minister van Buitenlandsche
Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën, en Onze Minister van Bui-
tenlandsche Zaken, zullen, in Onzen
naam, bij de Wetgevende Kamers het
ontwerp van wet indienen waarvan
de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL

Wordt goedgekeurd de aanvullende
Muntovereenkomst gesloten te Parijs,
den 9 December 1921, tusschen Bel-
gië, Frankrijk, Griekenland, Italië
en Zwitserland.

Gegeven te Brussel, den 25 Maart
1922.

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THUNIS.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

H. JASPAR.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 MAART 1922.

Wetsontwerp

**tot goedkeuring der aanvullende Muntovereenkomst
van 9 December 1921.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Muntovereenkomst van 1885 heeft tusschen de landen, die het Latijnsche Verbond uitmaken, een internationale omloop van gouden en zilveren geldstukken van gelijk gewicht en gehalte ingesteld. Daar op dat tijdstip en tot in 1914 de verschillen tusschen de wisselkoersen gering waren, werd het evenwicht zonder moeite behouden en geschiedde de verdeeling der geldstukken van het Verbond van zelf, volgens de behoeften van den handel.

De oorlog heeft dit evenwicht op gewelddadige wijze verbroken.

De wisselkoers van het Zwitsersche geld is in 1920 gestegen tot gemiddeld fr. 2.31, terwijl de prijs van het zilvermetaal in den loop van hetzelfde jaar sterk daalde.

De gevolgen daarvan waren onvermijdelijk : daar de wezenlijke waarde van den frank gedaald was en zijne conventionele waarde in Zwitserland minstens tweemaal zoo hoog was dan in de andere landen van het Verbond, zijn de zilveren geldstukken dezer landen naar het Zwitsersche grondgebied toegestroomd en hebben ze er zich opgehoopt niettegenstaande de maatregelen genomen om er het binnendringen van tegen te gaan. De Zwitsersche Regeering was inderdaad genoodzaakt den invoer van vreemde vijf frankstukken (alsmede van de Belgische pasmunt, de eenige die niet genationaliseerd was) te verbieden, hun het recht van omloop te weigeren en ze zelfs in te trekken. De hoeveelheden die het van deze geldstukken in zijne kassen heeft worden dus niet gebruikt en zijn voor dit land van geen nut. Zij vertegenwoordigen eene nominale waarde van 231,985.000 frank.

De afgevaardigden van de belanghebbende Staten zijn te Parijs in eene conferentie bijeengekomen. Zij hebben naar de middelen gezocht om den toestand te verhelpen zonder dat echter de Muntovereenkomst van 1885 opgezegd worde,

dat is te zeggen zonder dat elk der Staten van het Verbond verplicht zij het gezamenlijk bedrag zijner geldstukken terug te nemen en terug te betalen : de toepassing der bepalingen omtrent de vereffening voorzien door deze overeenkomst zou, in de huidige omstandigheden, noodlottig geweest zijn en het kwam er op aan deze bepalingen te vervangen door een stelsel dat voor de omstandigheden beter gepast was.

De aan de bekrachtiging der Wetgevende Kamers onderworpen overeenkomst is de vrucht van dit zoeken. Zij beperkt tot 166 miljoen frank het bedrag der terug te nemen Belgische, Fransche en Italiaansche vijf frankstukken. Deze verrichting zal geschieden gedurende een tijdperk van vijf jaar dat slechts zal beginnen te loopen van 15 Januari 1927 af, terwijl een kleine intrest aan Zwitserland betaald wordt te beginnen van 15 Januari 1925. Ten slotte stelt zij op gematigde wijze voor elk land het bedrag vast dat moet terugbetaald worden in goud, dat is te zeggen onder de meest bezwarende voorwaarden, terwijl het overschot terugbetaald kan worden hetzij in goud, hetzij in zilverstukken van 5 frank met den Zwitserschen beeldenaar, hetzij in wissels betaalbaar in dezen Staat met dezelfde geldstukken of met bankbriefjes die er wettig gangbaar zijn. Elke vooruitgang gedurende dit tijdperk gemaakt in de richting van het gelijk worden der wisselkoersen zal dus te baat komen aan de Staten die geldstukken moeten terugnemen.

Buiten de terug te nemen hoeveelheden zal Zwitserland in het bezit blijven van 65,983,000 frank vijf frankstukken waarbij zijne eigene niet gerekend zijn. Het is gemachtigd het grootste gedeelte daarvan, hetzij voor 65,750,000 frank te gebruiken om hersmolten en met zijnen beeldenaar geslagen te worden. Te dien einde wordt het aandeel vijf frankstukken met zijnen beeldenaar toegelaten krachtens vroegere overeenkomsten, op 80 miljoen frank gebracht.

Wat België in het bijzonder betreft :

1° Zal de Belgische pasmunt welke Zwitserland bezit en 6,493,000 frank bedraagt, uitgewisseld moeten worden tegen zilverstukken van 5 frank van het Verbond.

Deze nieuwe vijf frankstukken gevoegd bij die welke reeds voor eene som van 28,913,000 frank bestaan, zullen het bedrag der Belgische vijf frankstukken, die het onderwerp dezer overeenkomst moeten uitmaken, op 33,410,000 frank brengen ;

2° Op deze som zal eene hoeveelheid van 29,410,000 frank mogen hersmolten en in Zwitsersche vijf frankstukken veranderd worden. Het overschot, zijnde 6 miljoen frank, zal teruggenomen moeten worden ;

3° Op deze 6 miljoen echter zijn we slechts verplicht 2 miljoen in goud terug te betalen, terwijl de overblijvende 4 miljoen naar keuze in goud, Zwitsersche vijf frankstukken, wissels of bankbriefjes kunnen terugbetaald worden, zooals hierboven gezegd.

Een bijzondere beschikking laat aan Zwitserland toe op elk oogenblik het geheel of een gedeelte der vijf frankstukken, die het voorwerp dezer overeenkomst uitmaken als metaal te verhandelen ; het moet echter de belanghebbende Staten vooraf van dit voornemen behoorlijk verwittigen en aan deze wordt het recht voorbehouden deze vijf frankstukken terug te nemen door ze terug te betalen.

Ten slotte schaft de nieuwe overeenkomst de verplichting voor België af om vijf frankstukken buiten omloop te brengen tot een bedrag gelijk aan de winst gemaakt door de uitgifte van pasmunt in onedel metaal voor zijne Kolonie. De beperking van deze aanmuntingen tot 12 miljoen frank is niet herhaald : dien-aangaande verwijst de nieuwe overeenkomst naar de in 1908 voor de zilveren pasmunt bepaalde aandeelen.

*De Eerste Minister,
De Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.



ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, DE PRESIDENT DER FRANSCHÉ REPUBLIEK, ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER HELLENEN EN DE BONDSRAAD VAN DEN ZWITSERSCHEN BOND.

In aanmerking genomen hebbend den toestand in Zwitserland in 't leven geroepen door den toevloed der vijf frankstukken van de Staten onder-teekenaars van het Latijnsche Muntverbond en der Belgische pasmunt en willende België in staat stellen in de behoefte aan munt van zijne Kongo-Kolonie te voorzien, hebben besloten te dien einde eene Aanvullende Overeenkomst bij de Overeenkomst van 6 November 1883 te sluiten en hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

De heeren LIEBAERT, Staatsminister,
LE GRELLE, Muntmeester,
ROMBOUTS, Beheerder, Eere-Algemeen Bestuurder der
Schatkist.

DE PRESIDENT DER FRANSCHÉ REPUBLIEK :

De heeren ARNAUNE, Lid van het Institut, Raadsheer der Rekenkamer,
PARMENTIER, Bestuurder van den Algemeenen Omloop der
Gelden,
DE MOUY, Onder-Bestuurder van den Algemeenen Omloop
Gelden,
BOUVIER, Bestuurder van het Beheer der Munten en Me-
dailles,
PEAN, Onder-Bestuurder der Bestuurlijke Zaken en der
Internationale Verbonden bij het Ministerie van Buiten-
landsche Zaken.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER HELLENEN :

Den heer ATHENOGENES, Helleensch afgevaardigde bij de Commissie van
Herstel.

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË :

Den heer Conti Rossini, Algemeen Bestuurder der Schatkist.

DE BONDSRAAD VAN DEN ZWITSERSCHEN BOND :

De heeren DUNANT, Minister van Zwitserland te Parijs,
Leopold DUBOIS, Voorzitter van den Beheerraad der « Société
de Banque suisse »,
MEYER, Lid van den Zwitserschen Nationalen Raad,

BACHMANN, Lid van het Algemeen Bestuur der Zwitsersche
Nationale Bank,
RYFFEL, Diensthoofd van het Federaal Departement van
Financiën.

Die, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten
aan elkander te hebben medegedeeld, aangaande de volgende artikelen zijn
overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN.

In tijdelijke afwijking van de beschikkingen der Muntovereenkomst van
6 November 1883 wordt het buiten omloop stellen der Belgische, Fransche,
Grieksche en Italiaansche vijf frankstukken en der Belgische pasmunt
bekrachtigd en tot nadere overeenkomst gehandhaafd.

ART. 2.

In afwijking van de beschikkingen der Muntovereenkomst van 6 Novem-
ber 1883, en der aan deze Overeenkomst toegevoegde schikkingen, zal er
beschikt worden zooals in de hiernavolgende artikelen wordt bepaald over
den voorraad zilveren geldstukken van het Latijnsche Verbond, die thans in
het bezit van Zwitserland zijn en bestaan uit :

Belgische vijf frankstukken :	Fr.	28,913,000
waarbij gevoegd zullen worden :		6,495,000

Vijf frankstukken van den Bond door België af te geven in ruil van eene
gelijke som Belgische pasmunt.

Fransche vijf frankstukken :	Fr.	130,233,000
Grieksche vijf frankstukken :		915,000
Italiaansche vijf frankstukken :		63,403,000

ART. 3.

Van 15 Januari 1927 af zal er worden overgegaan tot het terugzenden uit
Zwitserland van vijf frankstukken met den beeldenaar van België, van Fran-
krijk en van Italië voor de hieronder vermelde hoeveelheden :

België :	6 miljoen frank.
Frankrijk :	130 miljoen frank.
Italië :	30 miljoen frank.

Deze terugzending zal geschieden bij gelijke gedeelten alle drie maanden
binnen een tijdruimte van maximum vijf jaar.

ART. 4.

De terugbetaling der vijf frankstukken teruggezonden overeenkomstig de
bepalingen van voorgaand artikel zal verdeeld worden in gelijke betalingen

alle drie maanden uit te voeren op zoodanige wijze dat de rekening afbetaald zij binnen een termijn van maximum vijf jaar van 15 Januari 1927 af.

Zij zal moeten geschieden in goud tot een bedrag van 2 miljoen frank voor België, 20 miljoen frank voor Frankrijk en 6 miljoen zeshonderd zestig duizend frank voor Italië, en voor het overschot hetzij in goud, hetzij in zilverstukken van 5 frank geslagen met den beeldenaar van Zwitserland, hetzij in wissels betaalbaar in dezen Staat met dezelfde geldstukken of met bankbriefjes die er wettig gangbaar zijn.

De betalingen, die verplichtenderwijze in goud moeten geschieden, zullen in gelijke deelen over al de trimestriele vervaldagen verdeeld worden.

De kosten van vervoer zullen overeenkomstig de beschikkingen van artikel 5 der Schikking van 6 November 1885 geregeld worden.

ART. 5.

De Verdragsluitende Staten verbinden er zich toe van 15 Januari 1925 af aan Zwitserland, op het bedrag van den voorraad vijf frankstukken van het Latijnsche Verbond, die op elken vervaldag voor terugzending overblijven, eenen interest te betalen, die bepaald wordt op 1 t. h. per jaar tot op 15 Januari 1929 en op 1 1/2 t. h. per jaar van 15 Januari 1929 tot op 15 Januari 1932.

Deze interesten zullen per trimester worden vastgesteld en betaald in goud of in zilverstukken van 5 frank geslagen met den beeldenaar van Zwitserland of in wissels betaalbaar in dezen Staat hetzij met dezelfde geldstukken, hetzij in bankbriefjes die er wettig gangbaar zijn.

ART. 6.

België, Frankrijk en Italië behouden zich het recht voor de in artikel 5 bepaalde voorraad geheel of gedeeltelijk uit Zwitserland op elk oogenblik terug te halen en te betalen op zicht onder de voorwaarden bepaald in artikel 4.

In geval een der Verdragsluitende Staten vóór het verstrijken van het eerste jaar dat zal volgen op de onderteekening dezer Overeenkomst, de terugbetaling zou uitvoeren in goud of in Zwitsersehe vijf frankstukken van een derde der vijf frankstukken te zijnen laste, dan zal Zwitserland het geheel der luidens de bewoorden van artikel 5 verschuldigde interesten aan dezen Staat kwijtschelden.

ART. 7.

Zwitserland behoudt zich het recht voor het geheel of een gedeelte der vijf frankstukken met den beeldenaar der andere Verdragsluitende Staten, die het voorwerp dezer Overeenkomst uitmaken, op elk oogenblik als zilvermetaal te verhandelen. Indien het echter gebruik wil maken van het aldus verleende recht, moet het er aan den belanghebbenden Staat kennis van geven, die steeds binnen een termijn van vijftien dagen zijn voornemen kan doen kennen de vijf frankstukken, die Zwitserland zou willen verhan-

delen, terug te halen en op zicht te betalen onder de voorwaarden van artikel 4. In dit geval zal het bij artikel 3 verleende recht aan hetzelfde voor het bedrag waarvan sprake ontnomen worden.

ART. 8.

Zwitserland wordt er toe gemachtigd stukken van 5 frank met zijnen beeldenaar te slaan voor een bedrag van 80 miljoen frank, onder voorbehoud dat het bedrag der reeds geslagen Zwitsersehe vijf frankstukken van deze som zal afgetrokken worden. Daartoe zal het mogen gebruik maken van de geldstukken der Verdragsluitende Staten tot een beloop van :

Belgische vijf frankstukken of vijf frankstukken	
door België afgegeven in ruiling van Belgische pasmunt fr.	
	29,410,000
Grieksche vijf frankstukken	915,000
Italiaansche vijf frankstukken.	33,405,000

ART. 9.

Met het oog op de terugname en de terugbetaling door België, Frankrijk en Italië der zilverstukken van 5 frank met hunnen beeldenaar in Zwitserland buiten omloop gesteld, doet Zwitserland afstand, voor den duur dezer Overeenkomst, in geval van ontbinding van het Muntverbond, van het genot van artikel 14 der Overeenkomst van 6 November 1883.

ART. 10.

Artikel 13 der Aanvullende Overeenkomst van 25 Maart 1920 wordt vervangen door de volgende beschikkingen :

In tijdelijke afwijking van de Overeenkomst van 6 November 1883 wordt de Belgische Regeering er toe gemachtigd voor de behoefte der Congo-Kolonie bijzondere muntstukken van onedel metaal te slaan waaraan de nominale waarde der stukken van 2 frank, 1 frank en 0.50 fr. zal toegekend worden.

Deze geldstukken zullen door de openbare kassen van België en van de andere Staten van het Verbond niet aanvaard worden.

De uitgegeven hoeveelheden zullen afgetrokken worden van het aandeel zilveren pasmunt dat door de Aanvullende Muntovereenkomst van 4 November 1908 aan België toegekend werd.

ART. 11.

Deze Aanvullende Overeenkomst zal bekrachtigd worden, de bekrachtigingen zullen te Parijs zoodra mogelijk en ten laaste op 15 April 1922 uitgewisseld worden.

Zij zal vijf volle dagen na uitwisseling van gezegde bekrachtigingen in werking treden.

Ter oorkonde waarvan de respectieve Gevolmachtigden deze Schikking onderteekend hebben.

Gedaan te Parijs, den 9ⁿ December 1921, in een enkel exemplaar dat in het Archief van het Ministerie van Buitenlandse Zaken der Fransche Republiek neergelegd zal blijven en waarvan een eensluitend verklaard afschrift aan elke Verdragsluitende Mogendheid zal overhandigd worden.

Jul. LIEBAERT,
Ch. LE GRELLE,
ROMBOUTS.

A. ARNAUNE,
J. PARMENTIER,
DE MOUY,
C. BOUVIER,
R. PEAN.

Jean ATHENOGÈNES,
CONTI ROSSINI.

DUNANT,
Léopold DUBOIS,
D^r S. MEYER,
D^r G. BACHMANN,
RYFFEL.

Eensluitend verklaard afschrift :

*De Gevolmachtigde Minister,
Hoofd van den dienst van het Protocol,*

(G.) DE FOUQUIÈRE.

